

Français, vous avez changé

Dans « La France en chiffres », un ouvrage qu'il a dirigé, l'historien Olivier Wieviorka offre une radiographie de notre pays depuis 1870. Regard sur les six révolutions du siècle dernier

ANNE CHEMIN

C'est un livre passionnant, que l'on peut feuilleter pendant des heures pour le simple plaisir de découvrir des informations surprenantes, des statistiques oubliées ou des perspectives nouvelles. Dirigé par l'historien Olivier Wieviorka, *La France en chiffres de 1870 à nos jours* (Perrin, 666 p., 28 €) retrace, statistiques à l'appui, l'histoire politique, économique, sociale et culturelle de la France depuis la proclamation de la III^e République. De l'allongement considérable de l'espérance de vie à la démocratisation scolaire, en passant par la disparition de la paysannerie ou l'égalité des sexes, il raconte les révolutions qui ont marqué les cent cinquante dernières années.

En parcourant cet ouvrage de plus de 600 pages enrichi de nombreuses statistiques, on ne peut s'empêcher de penser que, depuis le début de la III^e République, l'Histoire semble s'être accélérée. « *L'allure du temps a tout à fait changé*, écrivait déjà Michelet, en 1872. *Il a doublé le pas d'une manière étrange. Dans une simple vie d'homme, j'ai vu deux grandes révolutions, qui autrefois auraient peut-être mis entre elles deux mille ans d'intervalle.* » L'historien Daniel Halévy était, lui aussi, acquis à cette idée en publiant chez Self, en 1948, son *Essai sur l'accélération de l'Histoire*. Depuis la seconde guerre mondiale, le rythme ne semble pas avoir ralenti, bien au contraire. Retour sur les six grandes révolutions du XX^e siècle.

Une espérance de vie qui a doublé

Qui se souvient qu'en 1870, l'espérance de vie d'un nouveau-né atteignait à peine 38 ans pour une fille et 34 ans pour un garçon ? Qu'en 1873, une épidémie de choléra fit fuir la moitié de la population de Caen ? Qu'il fallut attendre le début des années 1920 pour que l'espérance de vie des hommes dépasse le seuil symbolique des 50 ans ? L'incroyable explosion de la longévité est l'une des révolutions les plus spectaculaires du XX^e siècle : entre 1870 et 2010, l'espérance de vie des Français a plus que doublé – elle est passée de 34 à 78 ans pour les hommes et de 38 à 84 ans pour les femmes.

Dès la fin du XIX^e siècle, les grandes épidémies commencent à disparaître. Le choléra et la variole s'estompent au début du XX^e, la petite vérole, dans l'entre-deux-guerres, la tuberculose, après la seconde guerre mondiale. « *Le recul de la mortalité est l'un des plus grands succès de l'époque contemporaine*, peut-on lire dans *La France en chiffres. La durée moyenne de la vie s'allonge de quinze ans au XIX^e siècle, et de trente ans entre 1901 et 1991. Cet accroissement résulte essentiellement des progrès de la médecine, rendus accessibles à tous par l'extension de la protection sanitaire et sociale.* »

Après avoir drastiquement réduit la mortalité infantile à la fin du XIX^e siècle, la médecine, à partir des années 1970,

réussit à faire baisser la mortalité aux grands âges de la vie. Les équilibres générationnels de la société française s'en trouvent bouleversés. Au cours des dernières années du XX^e siècle, la part des personnes âgées de plus de 60 ans a énormément progressé : elles représentaient près de 24 % de la population en 2012, contre seulement 8 % à la fin du XIX^e siècle. La part des jeunes de moins de 20 ans n'a cessé, elle, de s'amenuiser – à peine 25 % des Français en 2012, contre plus de 35 % à la fin du XIX^e siècle.

D'une élite cultivée à la massification scolaire

Le contraste entre la France scolaire des débuts de la III^e République et celle d'aujourd'hui est saisissant. Dans les années 1870, à peine 1 % d'une génération obtenait son baccalauréat : un petit siècle et demi plus tard, la proportion dépasse les 70 %. Dans les années 1870, la France comptait à peine 10 000 étudiants, elle en recense 200 fois plus aujourd'hui. Dans les années 1870, les professeurs de l'enseignement supérieur étaient au nombre de 500, ils sont près de 100 000 actuellement.

Cette révolution s'est accomplie en plusieurs étapes. L'école laïque, gratuite et obligatoire est fondée sur les trois grandes lois de Jules Ferry de 1880-1882, mais en cette fin de XIX^e siècle, elle concerne surtout l'école primaire. « *La démocratisation de l'enseignement secondaire est la principale conquête de l'entre-deux-guerres*, précise *La France en chiffres. Le secondaire masculin se développe quand sa gratuité est instituée en 1930 par le gouvernement Tardieu (droite modernisatrice) et, surtout, par le ministre de l'éducation nationale du Front populaire, Jean Zay.* »

Dans les années 1960, l'effort éducatif se porte sur l'enseignement supérieur. « *Le 6 janvier 1959, la scolarité est prolongée jusqu'à 16 ans et à partir de la même époque, la massification de l'enseignement, et surtout du supérieur, se fait fulgurante* », poursuit l'ouvrage. Pour passer en cent cinquante ans d'une minuscule élite éduquée à une vraie massification scolaire, la France a fait un effort financier sans précédent. En 1868, la part des dépenses d'éducation dans le budget de l'Etat atteignait 1,2 % ; il dépasse aujourd'hui les 20 %. « *Depuis la fin des années 1950, le budget de l'éducation dépasse celui de la défense.* »

Le déclin du mariage

A la fin du XIX^e siècle, le mariage était encore le socle incontournable de la famille : il représentait la seule forme d'union respectable dans un monde où les « filles-mères » et les « bâtards » étaient durablement frappés du sceau de l'infamie. Instauré en 1792 par la Révolution, supprimé sous la Restauration, réautorisé en 1884, le divorce demeurait rarissime : prohibé par l'Eglise catholique, il ne concernait que 3 % des mariages au tournant du siècle, 7 % dans les années 1930, rappelle *La France en chiffres*.

Un gros siècle plus tard, le mariage n'est plus une obligation sociale mais une simple « *question de conscience person-*



▣ Marcel Privat, l'un des derniers bergers de Lozère, photographié en 2007 par Raymond Depardon.

RAYMOND DEPARDON/MAGNUM PHOTOS

▣ Les débuts de l'école laïque : une cour de récréation française, en 1912.

RENÉ DAZY/RUE DES ARCHIVES



nelle», selon les mots de la sociologue du droit Irène Théry. Depuis les années 1980, il est d'ailleurs massivement délaissé par les jeunes : en 2012, à peine 17 % des femmes de 25 ans étaient mariées, alors que ce pourcentage dépassait 75 % dans la génération de leurs mères. Aujourd'hui, une naissance hors mariage n'est plus une faute morale mais une manière comme une autre de fonder une famille : en 2014, 57 % des bébés étaient issus d'un couple non marié, contre... 6 % en 1970 ! La loi a pris acte de cette révolution : depuis 2006, elle ne distingue plus, lors de l'enregistrement de la naissance, les enfants « naturels » des enfants dits « légitimes ».

Cette révolution familiale a été parachevée par la loi de 2013 sur le « mariage pour tous », qui autorise les couples de même sexe à se marier et à adopter des enfants. Cette réforme était totalement inimaginable il y a encore quelques décennies : en 1960, l'amendement Mirguet rangeait encore l'homosexualité au chapitre des « fléaux sociaux », au même titre que l'alcoolisme, la tuberculose, la toxicomanie, le proxénétisme et la prostitution. L'auteur de cet amendement, un député gaulliste, ne se doutait pas que, plus de cinquante ans plus tard, les homosexuels pourraient passer devant M. le maire.

La fin du catholicisme majoritaire

Dans les années 1870, le catholicisme français est à son apogée : à cette pé-

riode, le clergé français dispose de plus de prêtres, de frères et de sœurs qu'au lendemain de la Révolution, en 1790, et plus de lieux de culte qu'au début du XIX^e siècle. « *Terre de chrétienté et de laïcité, la France, "fille aînée de l'Eglise", a donné un tiers des saints du catholicisme, peut-on lire dans l'ouvrage dirigé par Olivier Wieviorka. En 1898, le pays fournit deux tiers des missionnaires catholiques masculins dans le monde (...). La France compte plus de religieuses que l'Italie ou l'Espagne.* »

Dès le début du XX^e siècle, cette France profondément catholique est fragilisée par la montée du positivisme et de la libre-pensée, puis par la loi de 1905 sur la



○ Vers 1974, à Paris. Une affiche publicitaire dans le métro inspirée par la libération des mœurs et la montée du féminisme.
GÉRARD-AIMÉ/RAPHO

○ Ci-dessous, à gauche, « La Visiteuse d'hygiène », affiche de 1917 pour lutter contre la tuberculose, qui était à l'époque un véritable fléau.
MARY EVANS/RUE DES ARCHIVES

○ Le premier mariage gay en France : Vincent Autin (droite) et Bruno Boileau, à Montpellier (Hérault), le 29 mai 2013.
CLAUDE PARIS/AP



stupéfiants : l'Eglise ordonnait près de 1800 prêtres tous les ans dans les années 1870, elle en ordonne actuellement à peine une centaine par an. Les prêtres de plus de 50 ans représentaient 6% des effectifs en 1860, ils en représentent près de 80% actuellement. Les grands rites catholiques disparaissent peu à peu du paysage social français : les « messaliants », ces catholiques qui déclarent se rendre à la messe régulièrement, ne représentaient plus que 4,5% des Français en 2006.

La lente agonie de la paysannerie

La disparition de la paysannerie est sans aucun doute l'une des grandes révolutions du XX^e siècle. A la fin du Second Empire, en 1870, la France est encore une nation rurale : les deux tiers des Français vivent à la campagne. Alors que les autres pays industrialisés d'Europe, et notamment l'Angleterre, connaissent, à la fin du XX^e siècle, un exode rural à marche forcée qui nourrit la croissance du monde industriel et des cités ouvrières, la France rurale sombre avec une très grande lenteur : dans les années 1930, la moitié des Français résident encore dans les campagnes.

Aujourd'hui, la ruralité est très affaiblie. « La France s'est largement urbanisée au XX^e siècle, constate l'ouvrage. A plus de deux tiers rurale en 1872, elle est désormais pour plus des trois quarts urbaine. La taille des agglomérations s'est

À LIRE
« LA FRANCE EN CHIFFRES DE 1870 À NOS JOURS » sous la direction d'Olivier Wieviorka. De Julie Le Gac, Anne-Laure Ollivier, Raphaël Spina (Perrin, 666 p., 28 €).

accrue : si plus de 75% de la population habite dans des petites communes de moins de 5000 habitants en 1861, ils ne sont plus que 29% en 2006. Les agriculteurs ont fait les frais de ces bouleversements : ils représentaient 50% des actifs en 1870, ils sont moins de 4% aujourd'hui. La modernisation engagée aux lendemains de la seconde guerre mondiale a, en outre, profondément transformé leurs modes de vie, qui n'ont plus grand-chose à voir avec ceux des « paysans » d'antan.

Cette disparition de la paysannerie avait été annoncée, en 1967, par un livre – controversé – du sociologue Henri Mendras, *La Fin des paysans* (Seduis, réédition Actes Sud). « En une génération, la France a vu disparaître une civilisation millénaire, constitutive d'elle-même, écrivait-il dans une postface rédigée en 1984. Pourtant, aujourd'hui encore, beaucoup se refusent à l'évidence, notamment parmi ceux qui ont été les artisans de cette disparition, hauts fonctionnaires, hommes politiques et dirigeants agricoles. Comme s'il était inconvenant de dire à la famille qu'elle est au chevet d'un cadavre : "Chut ! il dort." »

La révolution de l'égalité des sexes

Pierre Joseph Proudhon était un socialiste libertaire, mais sur les femmes il avait les idées de son époque. « La femme n'est pas seulement autre que l'homme : elle est autre parce qu'elle est moindre (...) », écrivait-il en 1858. A cette période, les femmes étaient considérées comme des mineures par le

code civil napoléonien, elles n'étaient pas autorisées à voter et elles ne pouvaient poursuivre leurs études bien longtemps : en 1861, Julie Daubié, la première femme bachelière, dut batailler des années pour qu'on l'autorise à se présenter à l'examen.

Au cours du XX^e siècle, les barrières tombent progressivement. Jeanne Chauvin devient la première femme avocate, en 1900, Elise Deroche la première à obtenir un brevet de pilote d'avion, en 1910, Marie Curie la première à entrer à l'Académie de médecine, en 1922. A la fin des années 1930, le monde politique, traditionnellement réservé aux hommes, s'entrouvre peu à peu aux femmes : Cécile Brunshvick, Suzanne Lacore et Irène Joliot-Curie sont les trois premières femmes à participer à un gouvernement, au sein du Front populaire, en 1936 – mais elles sont toujours privées du droit de vote...

Alors que les Australiennes, les Finlandaises, les Danoises, les Allemandes et les Britanniques votent depuis des décennies, il faut en effet attendre la fin de la seconde guerre mondiale pour que les femmes françaises puissent se rendre aux urnes. Elles gagnent ensuite le droit de travailler sans l'autorisation de leur mari (1965), le droit à la contraception (1967) et le droit à l'avortement (1975).

Aujourd'hui, l'égalité a immensément progressé mais elle reste encore loin d'être acquise : les femmes assument encore 80% des tâches ménagères, elles sont payées 25% de moins que les hommes et elles représentent à peine 30% des députés à l'Assemblée. « A ce jour, une seule femme a exercé, en France, les fonctions de premier ministre, Edith Cresson », rappelle *La France en chiffres*. ■

séparation des Eglises et de l'Etat. Après la seconde guerre mondiale, elle affronte la désaffection massive de ses fidèles. « Comme partout en Occident, la sécularisation et la libéralisation accélérée des sociétés la plongent dans une crise sans précédent, constate *La France en chiffres*. De nombreux fidèles se détachent de la pratique et des sacrements (...). Les années 1970-1990 accentuent le malaise : la baisse continue de la pratique et des vocations, le vieillissement du clergé régulier et diocésain obligent à regrouper nombre de paroisses faute de desservants. »

En France, les catholiques pratiquants sont aujourd'hui « durablement minoritaires », souligne ce livre. Les chiffres sont